

Côte d'Ivoire : sans droits des peuples, pas de démocratie

mercredi 5 janvier 2011, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 4 janvier 2011).



Pendant les premières décennies de son histoire postcoloniale, la Côte d'Ivoire a été présentée comme un « miracle » africain, sorte d'îlot de prospérité et de stabilité, préservé des turbulences du reste du continent par la grâce de son cacao, un clientélisme effréné en guise de redistribution sociale, la poigne de son président autoritaire, Houphouët-Boigny, et le soutien indéfectible de son ancienne puissance coloniale. Mais à sa mort en 1993, le vieil autocrate lègue à son pays une économie en récession, des plans d'ajustement structurel sans autre effet que de dégrader brutalement les conditions de vie de la population et une profonde crise politique interne qui dure encore aujourd'hui, exacerbée par les réseaux d'influence de la nouvelle mondialisation impérialiste.

Après le putsch de 1999, la rébellion et la scission du pays de 2002, le laborieux processus électoral a débouché sur une impasse : deux présidents autoproclamés dont aucun ne porte la moindre alternative au système. Comment en est-on arrivé là ? Depuis les accords de Pretoria (2005) la composition de la commission électorale est déséquilibrée en faveur de l'opposition (Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix et rébellion) en contrepartie de quoi elle devait fonctionner au consensus. Cela n'a pas été possible, d'où le retard dans l'annonce des résultats sous pression internationale. Prétextant des fraudes (certainement réelles) au Nord en zone contrôlée par la rébellion, le Conseil constitutionnel inféodé à Gbagbo a invalidé le vote dans sept départements mais a surtout immédiatement proclamé l'ancien président vainqueur, achevant ainsi de précipiter la crise.

Dans ce contexte, au lieu de pousser à une solution incontestable du point de vue électoral (certains organes de la société civile demandaient par exemple un nouveau scrutin dans les bureaux contestés), la France et les États-Unis ont joué de surenchère pour tenter de démettre Gbagbo et imposer Ouattara. Les injonctions démocratiques sont évidemment un prétexte : les mêmes, et en particulier en France, n'ont pas d'état d'âme à soutenir les pires dictatures en Afrique et ailleurs. Gbagbo a fait la part belle aux intérêts économiques étrangers, en particulier français, mais il est jugé moins contrôlable que son rival.

S'il est vraisemblable que, fraudes mises à part, Ouattara l'avait effectivement emporté, c'est désormais très difficilement vérifiable. Aux pressions politiques et économiques ont succédé les menaces militaires par organisations africaines interposées.

Pas plus que le développement ne s'impose miraculeusement de l'extérieur au travers de rapports de domination et d'exploitation, la démocratie ne s'impose au détriment des peuples à coup d'intimidation et de guerres.

Le NPA condamne toute intervention militaire étrangère quelle qu'elle soit, et demande le retrait immédiat des troupes françaises basées sur le territoire ivoirien. Il réaffirme toute sa solidarité et son soutien au peuple ivoirien, à sa lutte pour vivre dignement, en paix, et pour pouvoir disposer librement et démocratiquement de son sort. Il participera à toutes les initiatives dans ce sens, en

France comme au niveau international.

Groupe de travail « Afriques » du NPA

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 84 (06/01/11).